

la carte blanche

Richard Miller Député fédéral (MR),
auteur de « La culture et le peuple d'Europe » *

M. Juncker, il faut une politique culturelle européenne !

Lettre ouverte du mandataire MR au président de la Commission européenne pour réclamer la mise en œuvre d'une union culturelle : on ne peut plus attendre, insiste-t-il, que ce soient les seuls Etats membres qui créent l'esprit européen.

Monsieur le Président,
Votre discours sur l'état de l'Union en 2015 a le courage de la lucidité. Votre analyse est convaincante, mais n'occulte pas pour autant une inquiétude que traduit votre propre formule : « *Il n'y a pas assez d'Europe dans cette Union. Il n'y a pas assez d'Union dans cette Union* ». C'est dans ce cadre que je prends humblement la liberté de vous adresser quelques réflexions, au simple titre d'Européen convaincu.

La question de l'union politique, de l'unité d'une entité politique quelle qu'elle soit, est, en dernière analyse, la seule vraie question. Cette union solidaire est la finalité du fédéralisme européen. Toutefois, compte tenu des conditions de départ du projet européen (Etats-nations, conflits), l'union n'est pas seulement le but à atteindre, elle en est aussi le nœud problématique, le crux of the matter. A ce sujet, Ernest Renan a formulé à propos de la nation un principe qui vaut aussi, et au premier chef, pour l'Union européenne, puisque Renan lui-même concluait en 1882 son propos en annonçant que les Etats-nations seraient remplacés un jour par une « *confédération européenne* ». Ce principe est qu'il n'y a pas d'union politique, économique, sociale qui puisse durer si elle ne traduit pas « *un plébiscite de tous les jours* ». Autrement dit, si elle ne prend pas la forme d'une adhésion populaire à une identité. Il ne peut y avoir d'Union européenne que si les citoyens se sentent, se savent et se veulent Européens ! Rien en dehors de ce plébiscite, de cette « adhésion », ne peut se faire ni se maintenir. N'en déplaise aux techniciens de la construction européenne.

Permettez-moi dès lors d'insister sur la nécessité d'inscrire au rang des priorités de la Commission tout ce qui peut favoriser une culture européenne, un enseignement européen, des médias européens... Dans ces domaines essentiels pour la cohésion, pour le dialogue, pour la confiance, L'Europe est quasiment inexistante : il n'y a pas de média

entièrement européen, pas de cours européens, pas de politique culturelle européenne proactive... Pourtant, les articles du Traité européen et du Traité sur le fonctionnement de l'Union relatifs à la culture et à l'enseignement sont suffisants pour permettre une politique beaucoup plus volontariste en ces domaines. Voire plus audacieuse, plus innovante ; je vous cite : « *Tout en étant un ardent défenseur de la méthode communautaire en temps normal, je ne suis pas un puriste en temps de crise (...) à condition que nous trouvions des solutions et que nous obtenions des résultats dans l'intérêt des citoyens européens.* » Il faut cesser d'attendre des Etats membres qu'ils créent l'esprit européen.

Historiens et enseignants doivent urgemment rédiger un manuel d'histoire européenne libérée des œillères nationales. La tâche n'est pas simple, tant les nations se sont affrontées et combattues, mais elle est essentielle : on ne peut pas construire un avenir sur l'ignorance du passé.

Un maximum de disciplines enseignées doivent être marquées d'un exposant « Europe » : pas uniquement le cours d'histoire, mais aussi les cours de langue, de sciences (les grands noms qui ont marqué celles-ci ont toujours dépassé le cadre étroit des Etats-nations : Pasteur, Curie, Einstein, Bohr...). Une attention particulière devrait être portée à l'enseignement des littératures, qui ont toutes servi à former une conscience nationale. Ceci exige une politique ambitieuse en matière de traduction littéraire.

Le programme Erasmus doit être étendu à un maximum d'apprentissages, y compris dans l'enseignement technique, artistique...

La culture européenne étant fondée sur des connaissances partagées, la technologie Internet est un appoint capital pour la construction européenne, à la condition de développer des contenus européens.

Le territoire de l'Union européenne – nous n'y sommes pas encore habitués – est à dé-

couvrir, avec ses paysages, ses villes, ses traditions... Le tourisme intra-européen axé sur les patrimoines est devenu un vecteur de notre identité européenne.

On ne peut pas construire un avenir sur l'ignorance du passé

Le cinéma européen devrait pouvoir être le miroir symbolique de cette découverte de l'Europe par les Européens, être un cinéma beaucoup plus ouvert sur les espaces, le voyage, le road-movie. Surtout, il faut que les Européens puissent voir les films européens – ce qui malheureusement aujourd'hui reste une gageure.

A l'heure de la société techno-médiatique, au moment où les technologies de l'information permettent de franchir allègrement les frontières extérieures et intérieures, des médias européens sont absolument indispensables. Or, il n'y a aujourd'hui aucun média susceptible de faire partager les principes essentiels de la construction européenne. Le téléspectateur européen ne dispose, sur quelque support technique que ce soit, que d'un accès très limité à une programmation télévisuelle généraliste porteuse de l'université européenne : films, débats, connaissance mutuelle des populations, émissions touristique-historiques, programmation musicale... En outre, les organismes publics de radio-télévision des différents Etats membres devraient, dans leur contrat de gestion, inclure une mission de service public axée sur l'identité européenne des citoyens. Il doit s'agir d'une obligation de production et de diffusion, vérifiable par un organe de régulation européen. Semblable obligation de service public doit inclure la diffusion d'œuvres et d'émissions en version originale, sous-titrées, de façon à faciliter l'apprentissage de plusieurs langues européennes.

Enfin, l'Union devrait pouvoir, dans les Etats membres, créer des Instituts de culture européenne, à l'instar de l'Alliance française, du British Council, du Goethe Institut, de l'Institut Cervantès...

L'Union européenne a un grand besoin de confiance, de cohésion et de solidarité : cela passe nécessairement par une politique européenne de la culture. ■